

PROJET DE FUSION DU FC DANS LE MSP

Le congrès de la réunification, aujourd'hui

Près de 1 200 délégués équitablement répartis entre les deux partis prendront part, aujourd'hui, au congrès de réunification entre le MSP et le FC.

Mohamed Kebci - Alger

(Le Soir) - L'ultime épisode du projet de réunification entre le MSP et le FC, ou plus exactement, celui portant le retour du second dans la maison mère de l'un de ses porteurs, Abdelmadjid Ménasra, qu'il avait quittée avec fracas en 2008, interviendra ce matin. Il aura pour cadre la salle Saoura de la Safex, à l'est de la capitale, où près de 1 200 délégués sont équitablement répartis entre les deux partis en dépit de leur grand écart de poids.

Une concession de pure forme pour le président du MSP qui devra concéder aussi une autre, celle de céder son poste à Ménasra à l'occasion de son congrès de fusion durant quatre mois, le temps de le reprendre dans la perspective du prochain congrès ordinaire devant intervenir au printemps 2018. Ceci en sus d'avoir

laissé le pilotage de nombre de listes électorales à l'occasion des élections législatives du 4 mai dernier dont la plus emblématique, celle de la capitale, drivée par Ménasra himself dans une logique de consensus.

Un principe convenu dès les toutes premières concertations entamées au début 2013 du temps du règne de l'ex-président Bouguerra Soltani et consignées dans l'accord-cadre paraphé en janvier dernier entre Ménasra et Abderezzak Mokri.

Cet accord-cadre scrupuleusement respecté dans son esprit empreint de consensus mais également dans son timing puisque aussitôt les dernières élections législatives passées avec la troisième place revenue au duo qui avait présenté des listes communes sous la bannière du MSP, le FC a tenu son ultime congrès

ayant prononcé sa dissolution. Et le dernier Conseil consultatif national du MSP tenu deux semaines après, avait avalisé les quelques réaménagements apportés aux statuts et règlement intérieur du mouvement dans la perspective justement d'accueillir le revenant Ménasra et ses pairs du Front du changement. Pas tous car, au cours de son aventure partisane en solo qui s'est révélée infructueuse, l'ancien ministre de l'Industrie sous l'ère de l'ex-Président Liamine Zéroual avait perdu nombre de ses camarades qui ont, à leur tour, fondé un autre cadre partisan, le mouvement el Binaa.

Ce dernier, porté par Mustapha Belmehdi et Ahmed Dane et bien d'autres anciens cadres du MSP et du FC, a préféré s'engager dans un autre projet de fusion dans la mouvance verte, celui portant intégration graduelle avec le FJD et Nahda. Sauf que ce second projet de rapprochement semble tanguer à cause de velléités



Photo : Samir Sid

Abdelmadjid Ménasra, SG du FC.

de résistance au sein du mouvement dirigé par Mohamed Dhoubi, contesté par beaucoup de membres de sa propre direction dont certains ont carrément démissionné du bureau politique du parti. Ce qui fait que le

congrès d'intégration ne risque pas d'intervenir à la prochaine rentrée sociale comme convenu dans le document portant ce projet pompeusement paraphé en janvier dernier.

M. K.

ASSOCIATION NATIONALE DES COMMERÇANTS ET ARTISANS

Soutien à Tebboune

En marge de la journée d'information et de sensibilisation sur «le rôle de l'opérateur économique et le commerçant dans la prévention des intoxications alimentaires» organisée par la Chambre du commerce et d'industrie «El Mordjane», jeudi dernier, au niveau de la salle Betchine sise au centre-ville d'El Tarf, le président de l'Association nationale des commerçants et artisans, en l'occurrence M. Boulénouar El Hadj Tahar a affirmé que «les membres de l'association soutiennent fermement les actions entreprises par le Premier ministre M.Tebboune, concernant la suspension de l'importation des produits finis, qui sont produits localement, et l'établissement de licences d'importation pour les produits qui ne sont pas de première nécessité. C'est au bénéfice de l'économie nationale que le gouvernement, entre-temps, se doit

impérativement, d'encourager la production nationale en investissant massivement dans l'outil de production, et ce, afin de développer l'offre et pallier la demande sans cesse en augmentation.

Nous devons, aussi, engager en parallèle une lutte sans merci contre le marché informel. Il y va de notre sécurité économique». Et d'ajouter, pour mieux enfoncer le clou que «nous sommes tenus de revoir notre législation économique et d'investissement et engager une vraie et dynamique politique économique.

Dans les pays développés, les lois et textes annexes encadrant le secteur économique dans son ensemble sont actualisés, tous les trois mois. Il faut limiter le nombre de cette multitude d'organisations patronales qui pullulent, sans effet notable. Il faut savoir que la Chine, un pays

de plus d'un milliard 500 millions d'habitants, ne compte que 3 organisations patronales. Même topo, pour la Turquie. Dans la même veine, la Chambre nationale de commerce doit fonctionner comme toutes les Chambres de par le monde.

Elle doit comporter en son sein les quatre secteurs clés qui sont le BTPH, l'industrie, le commerce et les services. Une réflexion partagée par le ministre du Commerce que je viens de rencontrer dernièrement». Notre interlocuteur a indiqué que «notre pays est embourbé actuellement dans une économie rentière basée, exclusivement, sur les rentrées en devises de la production pétrolière.

De fait, nous devons avoir une politique économique qui doit tenir compte de la valorisation de nos ressources propres, de l'augmentation

de la production nationale tous azimuts et par ricochet, la diminution des importations et enfin, lutter sans merci contre l'informel. La régulation se pose avec acuité en ces temps durs pour notre pays». Enfin, M. Boulénouar a fait savoir que l'organisation professionnelle dont il tient les rênes est régie par la loi 06/12, du ministère de l'Intérieur, et est implantée dans 34 wilayas avec des bureaux installés officiellement.

«Le but de notre organisation est de défendre les intérêts moraux et professionnels de nos adhérents, de promouvoir l'activité commerciale, d'établir des conventions et des partenariats avec les entreprises et les institutions. En ce sens, nous avons une convention avec la SAA (Société algérienne d'assurance) et une autre avec une association franco-algérienne».

Daoud Allam

TAYEB LOUH :

«La justice doit agir vite contre ceux qui portent atteinte aux terres agricoles»

Ce jeudi, M. Tayeb Louh, ministre de la Justice, garde des Sceaux, a pris part à l'installation de M. Abdelkader Mostefai, dans ses fonctions de procureur général près la cour d'Oran. L'occasion pour le ministre de rappeler que ce mouvement opéré par le président de la République «permet d'approfondir les réformes engagées par l'Etat et de consolider les compétences».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) -

Des nominations, qui, rappelle-t-il, font la parité homme-femme. «Le président de la République a désigné huit femmes juges, sans oublier celles qui les ont précédées en étant désignées dans des postes importants dans le secteur de la justice.» Durant son discours qui a suivi l'installation officielle du nouveau procureur général près la cour d'Oran, le ministre a souligné que depuis quelques années, l'Etat ne

cesse de combler le manque que connaissait le secteur en matière de structures devant accueillir différentes institutions judiciaires.

L'occasion d'indiquer que dans le cadre de ces réformes et de ces modernisations, «si en l'an 2000, l'on comptait près de 8 magistrats pour 100 000 individus, aujourd'hui, pour ce même nombre, ils sont près de 15 magistrats. Un bond qualitatif comparé à d'autres pays voisins, dans le domaine de la

ressource humaine». Dira Tayeb Louh.Toujours dans le cadre des nouvelles mesures concernant la réforme de la justice au sein de la nouvelle Constitution, le ministre a indiqué que dans son volet portant réforme des cours pénales «à partir de septembre prochain, la mise en œuvre des mesures permettant aux condamnés par des cours pénales de faire appel pour être jugés une nouvelle fois, seront effectives.».

Ce jeudi, le ministre de la Justice, garde des Sceaux a mis l'accent dans son discours avec insistance sur l'impérative d'activer l'action publique «immédiatement» dès réception d'une plainte lors qu'il s'agit d'une affaire liée au détournement de terres agricoles «quelle qu'en soit l'origine», ajoute-t-il.

Tout en appelant les dernières réformes de la Constitution introduite par le président de la République dans ce domaine de protection des terres agricoles, le ministre insiste sur la nécessité de combattre toutes ces atteintes de manière illégale et contraire aux lois de la République.

«Ces terres agricoles constituent la sécurité alimentaire, ainsi que la sécurité et la stabilité sociale, et ne peuvent en ce sens être sujettes à dilapidation ou détournement». D'où dit-il, l'instruction donnée aux juges d'appliquer les lois dans toutes leurs rigueurs contre tous ceux qui portent atteinte aux terres agricoles. Cela nécessite l'implication de toutes les institutions de l'Etat et de dénoncer et même de porter plainte devant le tribunal administratif pour

l'annulation de contrats portant atteinte à ce domaine. Insiste-t-il.

Le ministre a réitéré l'importance que revêtent les dispositions relatives aux assistants spécialisés au parquet et qui permettront, dit-il, de mettre à la disposition du ministère public des experts spécialisés dans les domaines techniques pour assister les représentants du ministère public aussi bien pendant la phase de l'enquête préliminaire qu'après le déclenchement des poursuites, a expliqué le ministre.

M. Tayeb Louh a clôturé sa visite par l'inspection du chantier du nouveau tribunal d'Oran et sans surprise aucune : retard dû à des impayés et à la directive ferme du ministre d'assainir au plus vite la situation.

A. B.

SERVICE NATIONAL

Régularisation des 30 ans et plus

Les citoyens âgés de trente ans verront leur situation vis-à-vis du Service national régularisée, selon le communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Une décision qui touche les citoyens âgés de 30 ans et plus, au 31 décembre 2014. Cette opération, suite à la décision émanant du Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, se poursuit dans de bonnes conditions. Depuis le début de cette opération et ce jusqu'au 30 juin 2017, le nombre de citoyens bénéficiaires des mesures présidentielles, s'élève à 240 726 citoyens, dont 3 441 résident à l'étranger. Durant cette même période et dans cette perspective, 716 284 retardataires jusqu'à la classe 2013, ont été également régularisés.

Le MDN porte à la connaissance des citoyens que les structures du Service national, à travers tous le territoire national, continuent à accueillir et à prendre en charge les citoyens concernés.

M. A.-S.

LA MARCHÉ NATIONALE DU SNATEGS RÉPRIMÉE À BÉJAÏA

Une quarantaine de personnes arrêtées puis relâchées

Le Syndicat national autonome des travailleurs de l'électricité et du gaz (Snategs) a été, une nouvelle fois, empêché d'organiser sa marche, jeudi matin, par la police, à Béjaïa.

De nombreux policiers ont été déployés sur l'esplanade de la Maison de la culture Taos-Amrouche où devait s'entamer la manifestation de rue du Snategs vers le siège de la Sonelgaz, situé en face du tribunal de

Béjaïa. Une quarantaine de personnes ont été arrêtées dans la matinée par la police, a-t-on appris d'un syndicaliste du Snategs. L'esplanade de la Maison de la culture a été investie tôt dans la matinée par la police.

D'autres policiers en tenue civile postés sur le trottoir se trouvant en face de la Maison de la culture, contrôlaient l'identité de toute personne soupçonnée de participer à la marche nationale à laquelle a appelé le Snategs.

Certaines personnes arrêtées sur place ont été embarquées par la poli-

ce dans un fourgon antiémeute, puis transférées vers le commissariat central. Toutes les personnes arrêtées seront relâchées dans l'après-midi, rapporte un syndicaliste. Les députés Khaled Tazaghart du Front El Moustaqbel et Noura Ouali du RCD, qui se trouvaient sur les lieux de la manifestation, en soutien aux travailleurs de Sonelgaz, sont intervenus pour tenter de convaincre le secrétaire général du Snategs d'annuler la marche pour échapper à la répression.

A. K.